

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Algérie/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian - Mali/Attaques
contre la MINUSMA - Français de
l'étranger/Élections
législatives/Second tour -
Coopération décentralisée/Lauréats
de l'appel à projets «Jeunesse III» -
Libye - Syrie/Daech - Qatar -
République centrafricaine -
Royaume-Uni/Brexit
(Paris, 12 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Algérie - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (12-13 juin 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend à Alger les 12 et 13 juin.

Cette visite illustre notre volonté commune de renforcer le partenariat d'exception qui unit la France et l'Algérie. Elle permettra notamment de préparer les prochaines échéances bilatérales de haut niveau.

M. Jean-Yves Le Drian sera reçu par le Premier ministre algérien et par son homologue. Il fera le point avec eux sur la coopération bilatérale et les crises dans la région, notamment en Libye.

2 - Mali - Attaques contre la MINUSMA (8 juin 2017)

La France condamne les attaques perpétrées le 8 juin contre la MINUSMA à Kidal, au cours de laquelle quatre casques bleus guinéens ont perdu la vie et huit autres ont été blessés.

Nous présentons nos condoléances aux familles des disparus ainsi qu'aux autorités et au peuple guinéens.

La France réitère son plein appui à l'action de la MINUSMA pour la stabilisation du Mali.

3 - Français de l'étranger - Élections législatives - Second tour (17-18 juin 2017)

1,3 million d'inscrits sur les listes électorales consulaires seront appelés à voter au second tour des élections législatives le 17 juin dans les Amériques et le 18 juin dans le reste du monde.

Le matériel électoral des 22 candidats enregistrés pour le second tour a été envoyé aux électeurs pour l'élection des 11 députés des Français de l'étranger.

Les électeurs pourront voter dans 717 bureaux de votes, regroupés sur 450 sites, ainsi que par procuration ou par correspondance postale. Pour plus d'informations sur les modalités de vote et les délais du vote par correspondance : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/services-aux-citoyens/droit-de-vote-et-elections-a-l-etranger/

Les résultats seront disponibles après validation par la commission électorale le 19 juin sur les sites des ministères de l'intérieur et de l'Europe et des affaires étrangères.

4 - Coopération décentralisée - Lauréats de l'appel à projets «Jeunesse III»

Dans le cadre du troisième appel d'offres de projets de coopération décentralisée visant à soutenir la mobilité internationale et la formation professionnelle des jeunes («Jeunesse III»), dix-neuf projets ont été retenus par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Ils bénéficieront de cofinancements à hauteur de 645.000 euros sur la période 2017-2018.

487 jeunes et 80 formateurs pourront ainsi partir en mobilité dans le cadre d'un projet de coopération décentralisée.

Plusieurs jumelages entre établissements de formation ont par ailleurs été encouragés afin d'appuyer les cursus de formation permettant de soutenir l'emploi des jeunes et le développement économique local.

5 - Libye

Q - Selon l'ONU, les Émirats arabes unis ont violé l'embargo sur les armes et fourni des hélicoptères de combat aux forces du général Haftar. Quelle est votre position ? Souhaitez-vous la levée de l'embargo sur les armes en Libye ?

R - La France est attachée au respect plein et entier de la résolution 1970 et des autres résolutions pertinentes du conseil de sécurité des Nations unies.

Elle contribue également à l'opération européenne «EUNAVFOR Med Sophia» afin de permettre la mise en oeuvre de cet embargo, indispensable pour créer les conditions d'un retour à la stabilité en Libye.

Il n'y a pas de solution militaire en Libye. Seule une solution politique inclusive permettra à la Libye de préserver son intégrité territoriale et de retrouver la stabilité. M. Jean-Yves Le Drian mène actuellement des consultations à ce sujet avec l'ensemble des parties prenantes. Il aura l'occasion d'en parler aujourd'hui avec les autorités algériennes.

6 - Syrie - Daech

Q - Des activistes syriens ont dénoncé l'usage par la coalition de munitions au phosphore à Raqqa. Tout est-il permis pour reprendre la ville ?

R - La protection des civils est une priorité constante de la France dans la conduite des opérations contre Daech.

7 - Qatar

Q - Comment analysez-vous la liste de «terroristes» soutenus par le Qatar publiée par l'Arabie saoudite ? Une rencontre entre le ministre et son homologue qatarien est-elle prévue ?

Q - L'ancien ministre des affaires étrangères Laurent Fabius avait déclaré que des enquêtes des services français ont montré que le Qatar ne finançait pas le terrorisme. Est-ce que vous restez sur cette ligne ?

R - M. Jean-Yves Le Drian reçoit aujourd'hui son homologue qatarien, M. Cheikh Mohammed bin Abdulrahman al-Thani. Il a évoqué la crise dans le Golfe avec les autorités égyptiennes le 8 juin au Caire et est en contact régulier avec ses homologues de la région. Il a notamment reçu le ministre saoudien des affaires étrangères, M. Adel al-Jubeir, le 6 juin dernier.

La lutte contre le terrorisme et ses circuits de financement est une priorité de la France. Nous comptons sur l'engagement de chacun de nos partenaires dans la région.

Nous sommes attachés aux progrès de l'intégration régionale, qui constitue un gage de stabilité, et exprimons le voeu que les tensions actuelles soient résolues par le dialogue.

8 - République centrafricaine

Q - L'ONU redoute un embrasement généralisé en Centrafrique. La France n'a-t-elle pas mis

fin trop tôt à Sangaris ?

R - Nous avons rappelé notre position sur la situation en République centrafricaine lors du point de presse du 22 mai :

«En étroite concertation avec ses partenaires africains, européens et internationaux, la France suit avec attention la situation en République centrafricaine. Elle appelle l'ensemble des partenaires de ce pays à rester engagés aux côtés du président Touadéra et des autorités.

La France encourage l'ensemble des acteurs centrafricains à agir dans un esprit d'unité et de réconciliation nationale. Elle soutient les efforts entrepris pour y rétablir la sécurité et l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et appelle à la mise en oeuvre rapide du processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement.

Elle salue l'action de l'opération des Nations unies (MINUSCA), à laquelle participent des militaires français et dont nous venons de renforcer la capacité d'analyse stratégique en mettant à sa disposition des drones.

En étroite coordination avec les autres bailleurs, la France participe également, à titre bilatéral et européen, à l'aide au développement, en appuyant le renforcement des capacités de l'administration centrafricaine et la fourniture de services aux populations, dont l'éducation et la santé.

Nous soutenons également le processus de montée en puissance de l'armée centrafricaine, avec l'apport de la mission européenne de formation EUTM, à laquelle nous contribuons activement.

La France appuie par ailleurs les demandes de la RCA en matière de lutte contre l'impunité et salue les progrès en cours vers la mise en place d'une Cour pénale spéciale.»

9 - Royaume-Uni - Brexit

Q - Comment évaluez-vous l'instabilité politique au Royaume-Uni à l'approche du début des négociations sur le Brexit ?

R - Nous n'avons pas vocation à nous exprimer sur la politique intérieure britannique.

Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian le 5 juin à Londres, nous sommes attachés au développement de nos relations, notamment dans le domaine crucial de la lutte contre le terrorisme et dans le cadre des traités de Lancaster House./.